



Lignes directrices à l'intention des demandeurs de subventions

Lignes budgétaires : Soutien technique et financier des pôles d'excellence thématiques dans leurs initiatives et innovations civiques et citoyennes.

Dans le cadre du projet : Initiative de soutien de la société civile et d'ouverture de l'espace civique et démocratique sahélien – Projet de promotion des droits humains et de l'espace civique – ProDHEC, soutenu par l'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme - Union Européenne.

Informations générales sur le projet :

Titre du projet : Initiative de soutien de la société civile et d'ouverture de l'espace civique démocratique sahélien

Type d'appel : Subventions

Emplacement : Mauritanie

Référence :

Tdh/PôlesExcellence/ProDHEC/MRT/2023

Date limite de soumission¹ de la demande complète :

Mardi 28 février 2023 à 12h00 (UTC-0)

¹ La soumission se fait par mail, en suivant les directives et en renseignant les templates annexés.



I. Soutien technique et financier des pôles d'excellence thématiques dans leurs initiatives et innovations civiques et citoyennes.

1) Contexte

Pendant des décennies, les rapports onusiens et des organisations de défense de l'espace civique ont dressé un état des lieux du respect des droits humains (ci-après DH) et des libertés fondamentales dans lesquels les Etats d'Afrique de l'Ouest figuraient parmi les dernières places, synonymes de « moins bons élèves ».

Depuis quelques années, le Mali, la Mauritanie et en particulier le Burkina Faso, ont toutefois adopté des réformes politiques et institutionnelles en matière de respect de la démocratie et d'ouverture de l'espace civique laissant entrevoir des jours meilleurs pour les citoyens sahéliens. Outre l'adoption d'un cadre législatif et d'engagements internationaux reconnaissant les droits et libertés fondamentales et l'établissement d'institutions nationales des droits de l'homme, les trois Etats possèdent également un cadre juridique reconnaissant le statut et le rôle de la société civile. Au Burkina Faso, on avait même observé une capacité croissante des Organisations de la Société Civile (OSC) d'assurer la veille citoyenne et d'agir activement dans diverses politiques sectorielles dont notamment la gouvernance politique, la démocratie et les droits de l'homme.

Cependant, cette ouverture de l'espace civique et démocratique a subi dernièrement un net recul avec le contexte régional sahélien de crise qui s'est manifesté sur le plan politique, institutionnel et sécuritaire. Etant aussi inéluctablement une crise d'Etat de droit et de société, son impact socio-politique et les effets de l'extrémisme violent et de la lutte sécuritaire ont lourdement affecté les récents acquis en matière de gouvernance démocratique, ont restreint les libertés civiles et fondamentales et ont érodé les capacités des institutions étatiques à protéger leurs citoyens contre les violations des droits de l'homme et l'impunité. Les conséquences du rétrécissement de l'espace civique et démocratique sur le respect des libertés fondamentales et des DH et le statut, le rôle et le travail de la société civile ont été nombreuses.²

2) Objectifs du programme

Le projet de soutien de la société civile pour l'amélioration et la protection de l'espace civique en Mauritanie, au Burkina Faso et au Mali est un projet multi-pays financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par le Consortium Terre des hommes Lausanne, l'Association Mauritanienne des Droits Humains, l'Association Malienne des Droits Humains et SEMFILMS.

Ce projet vise à accompagner les principaux acteurs de protection de l'espace civique et des droits humains dans leurs rôles et leurs actions de promotion et de protection de l'espace civique et des droits humains en Mauritanie, au Mali et au Burkina Faso. Tout d'abord, l'action renforcera les capacités des acteurs et les accompagnera à investiguer, suivre, analyser et documenter les changements et les dynamiques de l'espace civique et la situation des droits humains dans leurs pays. Elle soutiendra les acteurs à discuter de leurs droits civiques et politiques et à participer à des réformes clés visant à assurer la création d'un environnement plus favorable pour la société civile et le respect des droits humains. Elle les soutiendra également à participer et renforcer les mécanismes de participation citoyenne. L'action vise également à renforcer les connaissances et les compétences organisationnelles et financières des acteurs ainsi que leurs capacités à innover, à communiquer, à se connecter et à agir en réseaux et coalitions au niveau national et régional. Par ailleurs, l'action visera

² AFRIKAJOM Center, Sécurité et droits humains en Afrique de l'Ouest et au Sahel : défis et perspectives, Cas du Mali, du Burkina Faso et du Niger, Friedrich-Ebert-Stiftung 2020 ; Ambassade des Etats Unis, Rapport 2019 sur les droits de l'homme – Mauritanie, 2019.



également à soutenir les acteurs à participer aux mécanismes régionaux et internationaux de promotion et protection de l'espace civique et des droits humains (Forum des ONG préparatif aux Sessions Ordinaires de la CADHP, EPU). Enfin, l'action vise à soutenir les acteurs et les institutions nationales à lutter contre la criminalisation et à améliorer leurs mécanismes de protection et de sécurité des défenseurs des droits humains contre les menaces, les violations de leurs droits et les intrusions injustifiées.

Les appuis porteront essentiellement sur de l'accompagnement et du renforcement des capacités techniques et des capacités d'agir des acteurs de manière qu'ils puissent renforcer leurs rôles de garant et de défenseur de l'espace civique, des droits humains et du débat démocratique.

L'objectif du projet est de soutenir et de renforcer le rôle et les actions de la société civile sahélienne dans l'analyse, la défense et la protection de l'ouverture l'espace civique et du respect des droits humains à travers cinq champs d'action complémentaires :

1. ANALYSER : Suivre, analyser et documenter les dynamiques de l'espace civique et de la situation des droits humains
2. DEFENDRE : Défendre la création d'un environnement plus favorable pour la société civile et le respect des droits humains et le renforcement des mécanismes de participation citoyenne au niveau national et régional
3. INNOVER, CONNECTER ET AGIR : Se renforcer, s'organiser, innover et agir au niveau national et régional
4. PARTICIPER : Participer aux mécanismes régionaux et internationaux de promotion et de protection de l'espace civique et des droits humains
5. PROTÉGER : Lutter contre la criminalisation et renforcer sa protection et sécurité

3) L'objectif des pôles d'excellence

Dans le cadre du projet de promotion des droits humains et de l'espace civique, ProdHEC, des subventions seront octroyées aux acteurs de la société civile des droits humains. Les actions soutenues devront s'inscrire dans les trois pôles d'excellence thématique :

Pôle 1 - Soutenir l'éducation, la promotion, la protection et la vulgarisation de l'espace civique

La population est encore très peu informée et a une faible maîtrise de ses propres droits et libertés fondamentales. Réprimés dans la jouissance de leurs libertés fondamentales par manque d'accès ou répressions étatiques et cibles de multiples violations, les citoyens sahéliens sont fortement opprimés. Cependant, la majorité d'entre eux n'a ni les moyens de se faire entendre et de revendiquer ses droits dans l'espace civique, ni les ressources pour poursuivre ses auteurs et obtenir réparation. C'est pourquoi, l'action sensibilisera les citoyens à mieux appréhender le contenu des concepts et leurs droits et ainsi à pouvoir agir.

Ce pôle d'excellence a pour objectif de renforcer la connaissance de tous concernant les droits humains et l'espace civique, à savoir les trois libertés fondamentales : la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de réunion. Le pôle soutiendra des activités d'éducation à la promotion et la protection de l'espace civique. Ces activités devront avoir pour cibles les populations et les acteurs étatiques. Il s'agit d'adopter une approche basée sur les droits humains qui consiste d'une part à renforcer les connaissances et compétences des détenteurs de droits pour qu'ils connaissent et revendiquent le respect de leurs libertés fondamentales et leurs droits de participation. D'autre part cette approche consiste à renforcer les connaissances et compétences des débiteurs d'obligations (acteurs étatiques) pour qu'ils connaissent et s'acquittent de leurs obligations de respecter, protéger et mettre en œuvre les libertés fondamentales des citoyens et leurs droits de participation.



Pôle 2 - Soutenir le développement d'initiatives citoyennes et de technologies civiques novatrices pour la défense des droits humains et de l'espace civique.

Dans un souci de renforcer le dynamisme associatif, citoyen et social et de renforcer la connaissance, maîtrise et les actions en faveur de la promotion et de la défense des droits humains et de l'espace civique, des initiatives citoyennes et technologiques civiques seront soutenues par le pôle.

L'initiative citoyenne est basée sur un double prisme : i. En tant que moteur potentiel du développement social et de la dynamique d'un territoire et ii. En considérant que les « freins » à son émergence peuvent être aussi le fait de ceux qui souhaitent l'encourager ou l'impulser (collectivités, institutions, réseaux, financeurs, etc.). Les initiatives citoyennes visent à améliorer les espaces et dynamiques d'échanges sécurisés (en ligne et hors ligne) publics qu'à générer une émulation et des rencontres afin de donner vie au tissu associatif.

La technologie civique représente l'ensemble des procédés, outils et technologies qui permettent d'améliorer le fonctionnement démocratique des sociétés et des communautés, en renforçant le rôle joué par les citoyens dans les débats et prises de décision. Cela englobe toute technologie permettant d'accroître le pouvoir des citoyens sur la vie politique, ou de rendre les instances représentatives plus accessibles, efficaces et efficaces. Dans ce contexte, la technologie civique désigne les outils numériques qui permettent aux citoyens de s'organiser et de se mobiliser plus facilement sur les questions de gouvernance, mais aussi de s'engager auprès des détenteurs du pouvoir. Si elle est correctement déployée, la technologie civique peut contribuer à renforcer les processus démocratiques et à promouvoir une prise de décision inclusive.

Pôle 3 - Soutenir les initiatives relatives à la protection des acteurs de la société civile des droits humains.

Dans le but d'ouvrir l'espace civique et de soutenir les droits humains, il est indispensable d'assurer une protection des acteurs de la société civile qui œuvre dans les droits humains.

Le pôle d'excellence 3 soutiendra des initiatives qui permettent de renforcer, accompagner et soutenir la protection de ces acteurs, aussi bien au niveau individuel, que collectif et qu'auprès des instances garantes du respect des droits humains au niveau national, régional et international.

4) Montant de l'enveloppe financière mise à disposition

Pour chacun des lots, les projets soumis ne pourront dépasser 15.000 €, soit 566.224 MRU.

Le comité des réserves le droit de demander une révision des propositions financières et enveloppes budgétaires selon le type et la pertinence du projet soumis. Il est recommandé de soumettre un budget réaliste et adapté.

1) Critères d'éligibilité

Il existe trois séries de critères d'éligibilité, qui concernent respectivement :

• Les demandeurs :

Pour prétendre à une subvention, le demandeur chef de file doit :

- Être une personne morale,
- Être une organisation de la société civile,
- Être un acteur de défense des droits humains et de l'espace civique,
- Être établi en Mauritanie,
- Être directement chargé de la préparation et de la gestion de l'action de potentiels partenaires.



- Les actions :

Définition : Une action se compose d'une série d'activités.

Durée : La durée initiale prévue d'une action ne peut être inférieure à 3 mois ni excéder 12 mois.

Secteurs ou thèmes :

Les trois pôles d'excellence, i. L'éducation, promotion, protection et vulgarisation de l'espace civique (pôle 1) ; ii. Le développement d'initiatives citoyennes et de technologies civiques novatrices (pôle 2) et ; iii. Le soutien à des initiatives relatives à la protection des acteurs de la société civile (pôle 3), devront se focaliser sur les **droits humains et l'espace civique**.

Lieu d'exécution

Les actions doivent être mises en œuvre sur le territoire du Mauritanie.

Types d'action

Les actions visant la promotion et protection des droits humains et de l'espace civique ayant un impact transformationnel important, faisant preuve d'innovation et ayant une forte potentialité de pérennisation seront particulièrement valorisées.

Les types d'action suivants ne sont pas éligibles :

- Actions consistant uniquement ou principalement à financer la participation de particuliers à des ateliers, des séminaires, des conférences et des congrès ;
- Actions consistant uniquement ou principalement à financer des bourses individuelles d'études ou de formation ;
- Actions consistant exclusivement ou prioritairement en dépenses en capital, par exemple l'achat de terrains, de bâtiments, d'équipements et de véhicules ;
- Actions consistant exclusivement ou prioritairement en l'achat d'équipement, d'intrants ou au fonctionnement d'une superstructure ;
- Actions liées à des financements par prêt, y compris les microcrédits ;
- Actions discriminantes à l'égard de personnes ou de groupes de personnes en raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leurs croyances religieuses (ou de l'absence de croyances religieuses), de leur origine ethnique ou de leur niveau de revenus.

Types d'activités : *Exemple non obligatoire et non exhaustif d'activités pouvant être soutenues*

- Des applications numériques, sites web, le développement de réseaux citoyens en ligne.
- Des dispositifs de fact-checking.
- Des actions locales de promotion des droits et libertés fondamentales : production de films, vidéo, de ciné-débats, pièces de théâtres...
- Des campagnes de sensibilisation à la participation citoyenne, aux droits et libertés fondamentales.
- Des side-events lors des journées nationales, internationales clés.
- Redynamisation de lieux d'échanges civiques sécurisés (en ligne/ hors ligne) et l'engagement des communautés locales.
- Actions de plaidoyers.
- Litiges stratégiques.
- Vulgarisation des recommandations (EPU, organes des traités des Nations-Unis).



Nombre de demandes et de subventions par demandeur

Le demandeur chef de file **ne peut pas soumettre plus de 1 demande par pôle** dans le cadre du présent appel à subventions.

Le demandeur chef de file **ne peut pas se voir attribuer plus de 1 subvention** au titre du présent appel à subventions.

Le demandeur chef de file **ne peut pas être en même temps partenaire** d'une autre demande.

Le/les partenaires d'une demande ne peuvent pas **se voir attribuer plus de 1 subvention (s)** au titre du présent appel à subventions.

2) **Clauses déontologiques**

• **Absence de conflit d'intérêts**

Le demandeur ne peut se trouver dans aucune situation de conflit d'intérêts ni avoir aucun lien de type équivalent avec d'autres demandeurs ou d'autres parties au projet. Toute tentative d'un demandeur visant à se procurer des informations confidentielles, à conclure des ententes illicites avec ses concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou l'administration contractante au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des demandes entraînera le rejet de sa demande et l'expose à des sanctions administratives conformément au règlement financier en vigueur.

• **Respect des droits de l'homme ainsi que de la législation environnementale et des normes fondamentales en matière de travail**

Le demandeur et son personnel doivent respecter les droits de l'homme. En particulier, et conformément à la loi applicable, les demandeurs qui se sont vu attribuer une subvention doivent respecter la législation environnementale, y compris les accords environnementaux multilatéraux, ainsi que les normes fondamentales du travail applicables, telles que définies dans les conventions de l'Organisation internationale du travail en la matière (comme les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé ou obligatoire et sur l'abolition du travail des enfants).

Les demandeurs doivent signer l'engagement de la charte de Terre des hommes (Annexe) et respecter les directives.

Les actions proposées doivent prendre en compte l'approche Do Not Harm.

Les demandeurs doivent signer le code de conduite de Tdh.

• **Lutte contre la corruption**

Le demandeur doit respecter les lois, règlements et codes de conduite applicables en matière de lutte contre la corruption. L'administration contractante se réserve le droit de suspendre ou d'annuler le financement d'un projet si des pratiques de corruption, de quelque nature qu'elles soient, sont découvertes à n'importe quel stade de la procédure d'attribution ou pendant l'exécution d'un contrat et si l'administration contractante ne prend pas toutes les mesures appropriées pour remédier à la situation. Aux fins de la présente disposition, on entend par « pratique de corruption » toute offre d'un paiement illicite, d'un présent, d'une gratification ou d'une commission à quiconque à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à



l'attribution d'une subvention ou à l'exécution d'un contrat déjà conclu avec l'administration contractante.

II. Présentation de la demande et procédures à suivre

1) Formulaire de demande

Les demandes doivent être soumises en suivant le formulaire A1 et en respectant les consignes indiquées. Les actions doivent être soumises en français.

Il est à noter que seuls le formulaire de demande de subvention et les annexes publiées qui doivent être complétées (annexe 1 - budget, annexe 2 - déclaration du demandeur et des partenaires, annexe 3 - le formulaire entité légale) seront évalués. Il est par conséquent très important que ces documents contiennent TOUTES les informations pertinentes concernant l'action.

Les pièces justificatives demandées (voir check-list) doivent être fournies avec la proposition.

2) Où et comment envoyer la demande

La demande (dossier complet) doit être envoyée par mail à l'adresse :

mrt.recruitment@tdh.ch, avant le 28 février 2023 à 12h00.

Toutes soumissions passées cette date, sera automatiquement rejetée.

Par mail ou par courrier les documents obligatoires, spécifiés dans la liste de contrôle (annexe 6) sont :

- Une copie du formulaire de demande de subvention (annexe 1) – **signée** si par courrier.
- Le calendrier indicatif (annexe 2).
- Le budget (annexe 3) – **signé** si par courrier.
- Déclaration du demandeur **signée** (et scannée si par mail) (annexe 4)
- Mandat des partenaires **signé** (et scannée si par mail) (annexe 4)
- Fiche individuelle information et déclaration **paraphée et signée** (et scannée si par mail) (annexe 5)

Pour tout envoi par courrier, joindre une version électronique (sur clé USB) des documents précédents, devant contenir exactement la même demande que la version papier jointe. L'enveloppe doit porter **le numéro de référence et l'intitulé de l'appel à propositions** ainsi que le numéro du pôle d'excellence et son intitulé la dénomination complète. L'adresse du demandeur doit également figurer sur l'enveloppe. Pour réduire les frais et les déchets, nous vous recommandons vivement de ne pas utiliser de classeurs ou d'intercalaires en plastique. Veuillez également recourir à l'impression recto verso si possible.

Les demandes par courrier doivent être soumises dans une **enveloppe scellée**, envoyée par courrier recommandé ou remise en main propre (un accusé de réception signé et daté sera délivré au porteur dans ce dernier cas), à l'adresse indiquée ci-dessous :

Bureau de Terre des Hommes, Lot 755 - BP 4929 Nouakchott, proximité clinique Ibn Sina, Mauritanie. Toutes demandes envoyées par tout autre moyen (par exemple par télécopie ou courrier électronique) ou remises à d'autres adresses seront rejetées. Les demandes manuscrites ne seront pas acceptées.

Veuillez noter que les demandes incomplètes peuvent être rejetées. Une liste de contrôle est annexée (annexe 6) pour vous permettre de vérifier la présence de toutes les pièces demandées.



3) Questions

Les demandeurs peuvent envoyer leurs questions par courrier électronique jusqu'au 15 février 2023 à 17h00 à l'adresse mail suivante, en indiquant la référence de l'appel : mrt.recruitment@tdh.ch.

L'administration contractante n'a aucune obligation de fournir des éclaircissements sur des questions reçues après cette date.

Les réponses seront communiquées le 20 février 2023 à 12h00 sur les pages officielles de Tdh.

Afin de garantir l'égalité de traitement des demandeurs, l'administration contractante ne peut pas donner d'avis préalable sur l'éligibilité des demandeurs chefs de file, des codemandeurs, d'une/d'entité(s) affiliée(s), d'une action ou d'activités spécifiques.

Aucune réponse individuelle ne sera donnée aux questions posées.

III. Évaluation et sélection des demandes

Les demandes seront examinées et évaluées par un comité d'examen constitué à cet effet. Toutes les demandes seront évaluées selon les étapes et critères décrits ci-après.

Si l'examen de la demande révèle que l'action proposée n'est pas complète, elle sera rejetée pour ce seul motif.

1) Etape 1 – Vérification administrative

Au stade de l'ouverture et de la vérification administrative, les éléments suivants seront évalués :

- Respect de la date et heure limite de soumission. À défaut, la demande sera automatiquement rejetée.
- Respect de tous les documents spécifiés dans la liste de contrôle (annexe 6).

Les notes succinctes de présentation qui passent ce contrôle avec succès seront évaluées au regard de la pertinence et de la conception de l'action proposée.

2) Etape 2 – Analyse technique des actions proposées

Les actions soumises se verront attribuer une note globale sur 45, ventilée suivant la grille d'évaluation ci-après. L'évaluation permettra aussi de vérifier la conformité avec les instructions fournies.

Les critères d'évaluation sont classés par rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique se voit attribuer une note comprise entre 1 et 5 comme suit : 1 = très faible ; 2 = faible ; 3 = satisfaisant ; 4 = bon ; 5 = très bon.



Evaluation technique	Note maximale
1. Pertinence de l'action	15
1.1. Dans quelle mesure la proposition est-elle pertinente par rapport aux objectifs du pôle d'excellence concerné ?	5
1.2. Dans quelle mesure la proposition est-elle pertinente par rapport aux besoins et contraintes spécifiques du (des) pays, région (s) et / ou secteur (s) cible (s) ?	5
1.3. La proposition contient-elle des éléments particuliers à valeur ajoutée (par exemple, innovation, meilleures pratiques) ?	5
2. Conception de l'action	30
2.1. Dans quelle mesure la conception globale de l'action est-elle cohérente : La proposition indique-t-elle les résultats attendus de l'action et la modalité pour les atteindre ?	10
2.2. Dans quelle mesure l'action va agir pour la promotion et protection des droits humains et de l'espace civique ?	5
2.3. Les activités sont-elles réalisables et cohérentes par rapport aux résultats attendus (délais) ?	5
2.4. Dans quelle mesure la proposition est-elle inclusive ? (do not harm, approche genre)	5
Note totale maximale	45

3) Etape 3 – Analyse financière des actions proposées

Les propositions ayant au moins la moyenne seront évaluées financièrement selon les critères suivants :

Evaluation du budget	Note maximale
3.1. Les activités sont-elles convenablement reflétées dans le budget ?	5
3.2. Le ratio entre les coûts estimés et les résultats escomptés est-il satisfaisant ?	5
3.3. Le mécanisme de gestion des financements est expliqué et pertinent ?	10
Note totale maximale	20

4) Notification des résultats

Les demandeurs sont informés par écrit de la décision du comité concernant leur demande et, en cas de rejet, des raisons de cette décision négative. Cette lettre sera envoyée par courrier électronique à l'adresse électronique indiquée par le soumissionnaire.



Terre des hommes
Aide à l'enfance.

5) Calendrier indicatif

	DATE	HEURE
1. Date limite à laquelle les éventuelles demandes d'éclaircissements doivent être adressées à l'administration contractante	15/02/2023	17:00 Heures
2. Date limite à laquelle le pouvoir adjudicateur doit répondre aux demandes d'éclaircissements	20/02/2023	12:00 Heures
3. Date limite de soumission des demandes	28 février 2023	12:00 Heures
4. Information des demandeurs chefs de file concernant l'évaluation des demandes	Mi-mars 2023	
5. Signature du contrat	Mars 2023	-
6. Formation à la gestion de financement et reportage	Avril 2023	-